

DU MIEUX DANS LES SERVICES

Le moral des entreprises de services non financiers tend à se redresser au cours des derniers mois, à la fois au Luxembourg et dans l'ensemble de la zone euro. Ce regain d'optimisme ne se traduit cependant pas encore sur les intentions d'embauche.

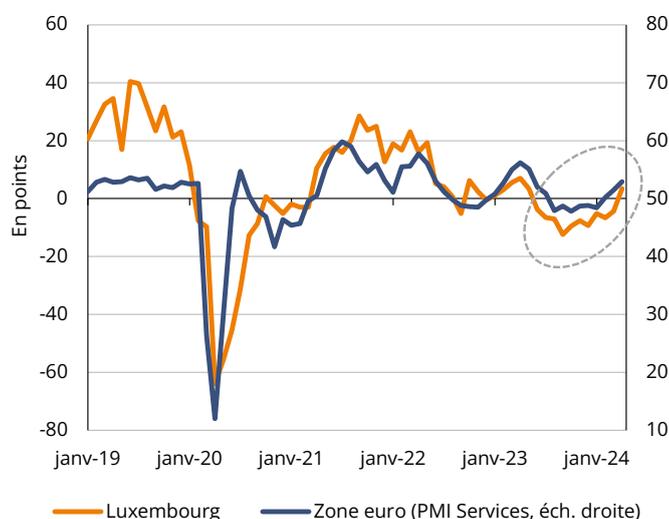
Les perspectives semblent s'améliorer pour les entreprises de services non financiers. Au Luxembourg, leur moral avait touché un point bas en septembre dernier et s'est tendanciellement redressé depuis, assez timidement dans un premier temps, mais de manière plus franche à l'entrée du printemps. Cet indicateur de confiance, qui synthétise les opinions des dirigeants quant à la situation de leur entreprise et à la demande¹, atteint ainsi en avril 2024 son plus haut niveau depuis un an.

Ce redressement est principalement perceptible au niveau des services de transports, de l'hébergement et de la restauration, de l'édition, des activités des sièges sociaux et du conseil de gestion, des activités de location, des activités liés à l'emploi² ainsi que celles d'administration et de soutien aux entreprises. Parmi les domaines où la conjoncture demeure moins favorable, on retrouve notamment les activités immobilières, les services de poste et courrier, les activités juridiques et comptables ainsi que les services à la personne. La part des entreprises signalant que le manque de demande pèse sur leur activité s'est légèrement résorbée et s'élève à 26% au début du 2^e trimestre (après avoir culminé à 30% au dernier trimestre de 2023).

Malgré le rebond, l'indicateur de confiance demeure (à 3.5 points en avril 2024) bien inférieur à sa moyenne historique (proche de 15 points). De ce fait, l'amélioration récente correspond bien davantage à un début de convalescence qu'à un rétablissement. Il faut rappeler que la valeur ajoutée en volume de ces services non financiers a été marquée en 2023 par un fort ralentissement (+0.2%, après +5.5% en 2022), concernant principalement les services d'information et une partie des services aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques), et même par une baisse (pour la 2^e année consécutive) dans les domaines du commerce et des transports.

Les résultats relevés pour le Luxembourg s'inscrivent bien en ligne avec ceux relevés en zone euro, où les enquêtes de conjoncture dans les services indiquent également un redressement du moral des entrepreneurs sur les derniers mois, à l'image de l'indice PMI correspondant. Pour l'industrie par contre, les enquêtes européennes témoignent d'une activité qui continue à se contracter sur le début de 2024.

INDICATEURS DE CONFIANCE DANS LES SERVICES NON FINANCIERS



Sources: HCOB, S&P Global PMI, STATEC (dernières données : avril 2024)

Un redressement pas encore perceptible au niveau de l'emploi

Si l'horizon conjoncturel semble donc s'éclaircir pour les activités de services, les perspectives des entreprises du secteur en termes d'emploi demeurent moroses. Au Luxembourg, elles se sont nettement dégradées depuis la mi-2023 et continuent sur cette tendance baissière à l'entrée du printemps 2024. L'emploi dans les services non financiers marchands a significativement freiné sur l'ensemble de 2023, avec une progression de seulement 2.4% (contre +4% en 2022). Ce ralentissement, renvoyant partiellement à ce que l'on observe au niveau de la valeur ajoutée, résulte principalement des moindres créations d'emploi dans les domaines des services aux entreprises, de l'information et communication, des activités immobilières ainsi que du commerce.

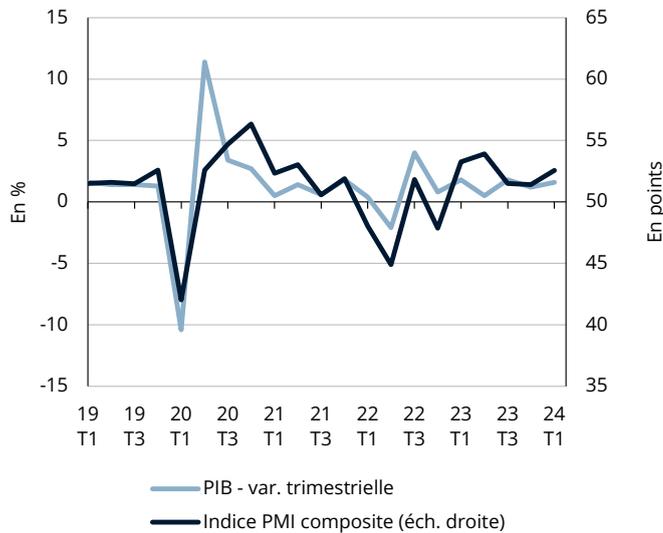
Les entreprises, bien que plus optimistes sur la tenue de leur activité, ne montrent donc pas encore de signes d'amélioration quant à leurs décisions de recrutements, ce qui rend plus que probable un nouveau ralentissement de l'emploi sur l'ensemble de 2024.

¹ L'indicateur de confiance des services non financiers est la moyenne arithmétique des soldes d'opinions relatifs à trois questions de l'enquête mensuelle : évolution de la situation de l'entreprise sur les 3 derniers mois, évolution de la demande sur les 3 derniers mois et évolution de la demande sur les trois prochains mois.

² Celles-ci intègrent notamment les agences de travail intérimaire et les cabinets de recrutement.

International

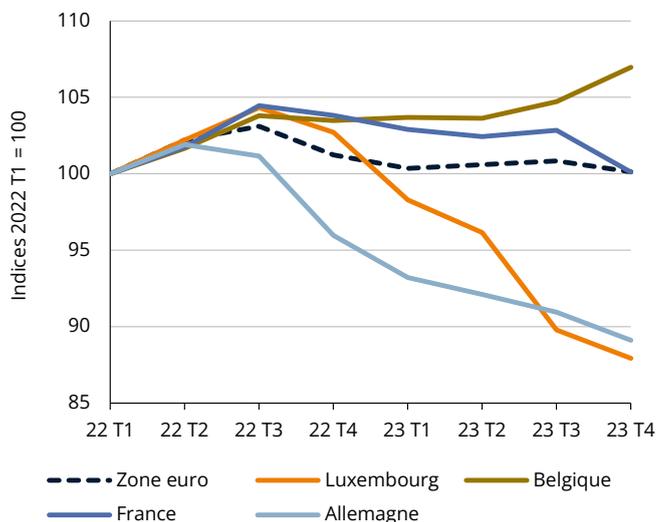
INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN CHINE



Source: Macrobond

Immobilier

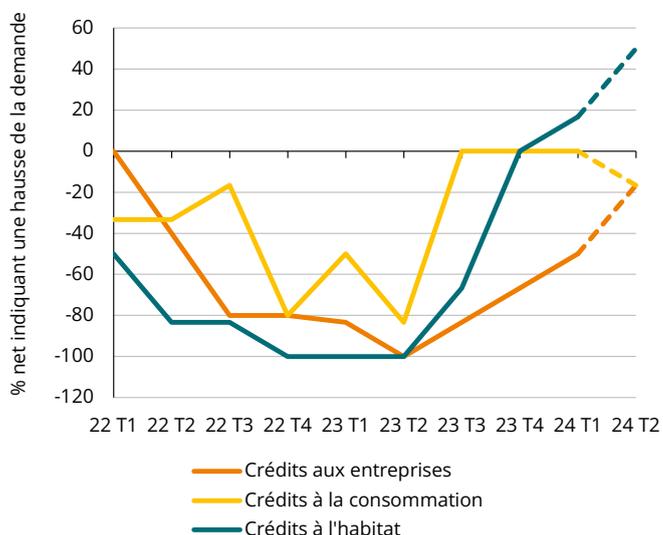
PRIX DE VENTE DES LOGEMENTS



Sources: STATEC, Eurostat

Secteur financier

OPINIONS SUR LA DEMANDE DE CRÉDITS AU LUXEMBOURG



Source: BCE (enquête sur la distribution du crédit bancaire)

Chine : de la croissance et des déséquilibres

L'économie chinoise a fait preuve d'un certain dynamisme sur le début de 2024. Au 1^{er} trimestre, le PIB y a progressé de 1.6% sur un trimestre (+5.3% sur un an), après +1.2% au dernier trimestre 2023. L'activité a été largement soutenue par l'industrie, à la fois en termes de production et d'investissements. Ceux-ci ont notamment bénéficié du soutien du gouvernement en matière de transition énergétique. La dépense publique est également venue dynamiser les investissements dans d'autres types d'infrastructures.

La Chine demeure cependant confrontée à certains défis d'ampleur. A commencer par la situation du secteur immobilier, qui continue à donner des signes de vulnérabilité (la valeur ajoutée en volume des activités immobilières est en repli de plus de 5% sur un an au 1^{er} trimestre, les investissements immobiliers de presque 10%). Les consommateurs chinois, dont l'épargne est massivement dirigée vers l'immobilier, voient leur moral stagner à des niveaux historiquement faibles et les dépenses de consommation demeurent peu dynamiques. Les prix à la consommation continuent par conséquent à montrer des signaux d'atonie (l'inflation ne devrait pas dépasser les 1% sur l'ensemble de 2024).

La baisse des prix immobiliers atteint déjà plus de 15% au Luxembourg

En zone euro, les prix de vente immobiliers ont diminué de 0.7% sur un trimestre au 4^e trimestre 2023, après une très légère hausse les trimestres précédents, notamment en raison d'évolutions plus négatives dans certains grands pays (France, Allemagne et Espagne). Au Luxembourg, les prix immobiliers ont continué leur baisse pour le 5^e trimestre consécutif, reculant de 2.1% au 4^e trimestre 2023. La diminution depuis le dernier pic y atteint ainsi -15.7%, la plus forte de la zone euro (-2.9% pour l'ensemble de la zone), avec l'Allemagne (-12.6%). Sur l'année 2023, les prix de vente ont reculé de 9.1% au Luxembourg, bien au-delà de la dernière baisse observée en 2009 lors de la crise financière (-1.1%). Les prix immobiliers ont baissé en 2023 dans les pays scandinaves et de l'Ouest de l'Europe, alors qu'ils ont seulement marqué un ralentissement dans les pays du Sud et de l'Est du continent.

Le Luxembourg affiche aussi en 2023 la plus forte baisse (-43% sur un an) des transactions immobilières (parmi les pays européens dont les données sont disponibles). Le nombre de transactions au Luxembourg est très faible depuis le début de 2023 et ne montre pas de signes de redressement. Les transactions d'appartements en construction, déjà en net recul en 2022, sont particulièrement touchées : leur nombre atteint seulement 571 en 2023, soit environ un cinquième du niveau relevé sur les années 2015 à 2019.

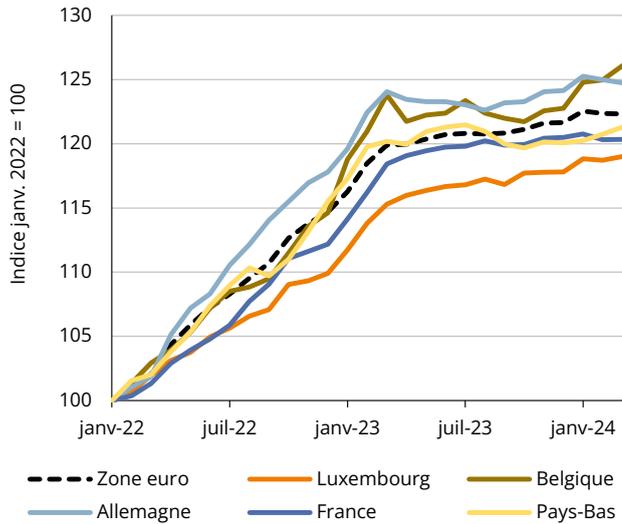
La demande de crédits demeure faible

Selon les banques interrogées en avril dans l'enquête sur la distribution du crédit bancaire, la demande de prêts des entreprises au Luxembourg et en zone euro a encore diminué au 1^{er} trimestre 2024 et devrait rester faible au 2^e trimestre. Les principales raisons invoquées sont la baisse des investissements et le niveau élevé des taux d'intérêt. La demande de crédits à la consommation serait plutôt repartie à la hausse en zone euro mais pas au Luxembourg. Pour les crédits immobiliers, davantage de banques observent une reprise de la demande et anticipent une progression au 2^e trimestre au Luxembourg et en zone euro.

Dans les faits, le montant de nouveaux crédits octroyés aux entreprises sur les deux premiers mois de 2024 continue de baisser (-42% sur un an au Luxembourg, -5% en zone euro). Les nouveaux crédits à la consommation ont diminué de 9% au Luxembourg alors qu'ils ont rebondi de 8% en zone euro. Concernant les nouveaux crédits immobiliers, bien qu'en progression de 15% sur un trimestre au Luxembourg, ils demeurent plus faibles que l'année passée (-12% sur un an). De plus, cette remontée est surtout liée à des restructurations de dettes, les encours continuant de baisser (-0.6% sur un trimestre, -1.3% sur un an). En zone euro, les nouveaux crédits et les encours de crédits immobiliers continuent à se rétracter.

Inflation

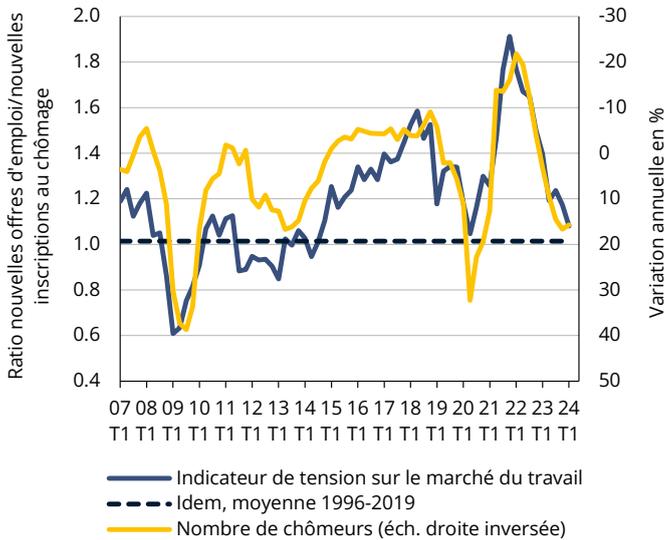
PRIX À LA CONSOMMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES



Source: Macrobond

Marché du travail

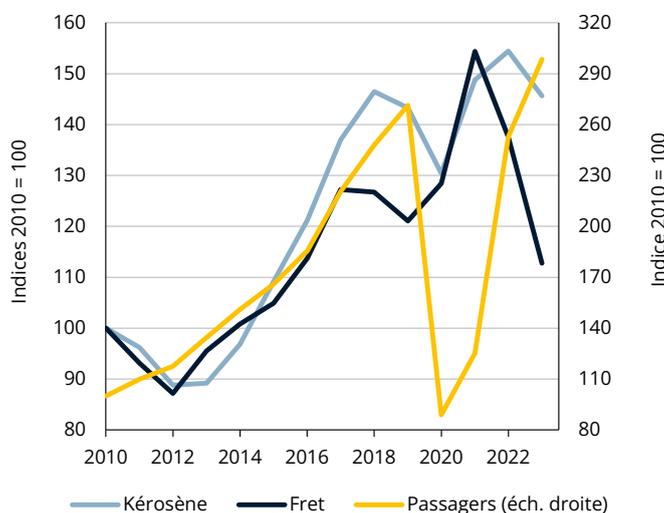
INDICATEUR DE TENSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL



Sources: ADEM, STATEC

Énergie

TRANSPORT AÉRIEN ET LIVRAISONS DE KÉROSÈNE AU LUXEMBOURG



Sources: Administration de la navigation aérienne, STATEC

Une inflation alimentaire plus modérée

Globalement l'inflation alimentaire continue à freiner en Europe, il n'y a qu'au Luxembourg, en Belgique et aux Pays-Bas où elle s'est encore accrue légèrement sur les derniers mois. Toutefois, sur le début de 2024, les prix de certains biens alimentaires ont commencé à refluer au Luxembourg, dont celui des farines et d'autres produits à base de céréales, du lait, des légumes frais et du miel. D'autres restent par contre fortement orientés à la hausse, notamment les prix de l'huile d'olive, du chocolat, d'autres produits à base de sucre ou cacao et des vins fortifiés. Les tendances sont similaires en zone euro et s'expliquent notamment par une poursuite de la baisse des prix mondiaux des céréales (-20% sur un an en mars 2024 après déjà -15% en 2023, d'après la FAO) et des prix de l'énergie ainsi que par une forte hausse du prix du cacao (+180% sur un an en mars 2024, selon S&P).

Toutefois, malgré cette tendance haussière, le Luxembourg se démarque par une inflation alimentaire parmi les plus faibles d'Europe : +19% entre janvier 2022 et mars 2024, contre +22,3% en zone euro. À côté des mesures étatiques sur les prix de l'énergie, d'autres éléments expliquent cette disparité. L'huile d'olive notamment a vu son prix fortement augmenter, surtout dans les pays du sud (suite aux mauvaises récoltes), contribuant 6 fois plus à l'inflation alimentaire en zone euro (0,77 point de % sur 2,0) qu'au Luxembourg (0,13 point sur 3,0) en mars 2024.

Une stabilisation du chômage seulement temporaire ?

Le chômage était nettement reparti à la hausse à partir du printemps dernier, mais il tend à se stabiliser depuis la fin de 2023, à environ 5,6% de la population active (et ce jusque'en mars 2024).

Ce plafonnement risque pourtant d'être temporaire, car rares sont les éléments qui pointent actuellement vers une amélioration à court terme du marché du travail. L'augmentation des mesures pour l'emploi (dont les bénéficiaires ne sont plus recensés en tant que chômeurs, et qui augmentent de 6% par rapport à novembre dernier, soit environ 250 personnes) devrait notamment avoir contribué à la stabilisation du taux de chômage. Par ailleurs, l'évolution de l'emploi ayant poursuivi une tendance défavorable au cours de cette période, il est possible qu'un phénomène de découragement ait freiné les inscriptions à l'ADEM.

L'indicateur de tension sur le marché du travail (nouvelles offres d'emploi rapportées aux nouvelles inscriptions au chômage) dont l'évolution tend à précéder celle du chômage (avec une avance de 2 trimestres sur la période 2005-2019) continue également à se dégrader. Les nouvelles offres d'emploi ont notamment reflué de plus de 10% entre le 3^e trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024, surtout dans les services aux entreprises, le commerce et l'Horeca.

La consommation de kérosène en repli en 2023

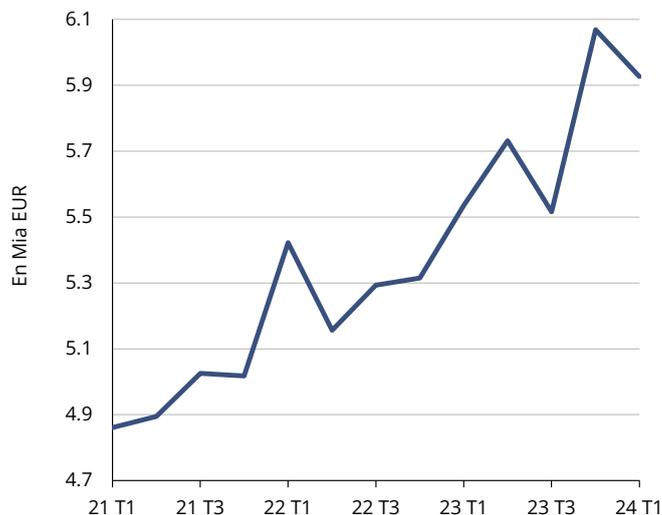
Malgré un nombre record de près de 5 millions de passagers ayant transité par l'aéroport de Luxembourg l'année dernière, la consommation de kérosène au Luxembourg (qui représente plus de 15% de la consommation d'énergie finale du pays) a diminué de 6% en 2023. Ce recul est attribuable au fait que le volume du fret aérien a continué à baisser en 2023 (-18%, après -11% en 2022), loin du niveau record atteint en 2021 lors de la crise pandémique.

Cependant, cette tendance à la baisse du fret aérien semble désormais s'atténuer. Si le recul en 2023 était principalement concentré sur les trois premiers trimestres, le début de l'année 2024 montre une stabilisation du tonnage transporté, avec une baisse de seulement 1% en variation annuelle au premier trimestre.

En comparaison internationale, le recul du fret aérien était plus prononcé au Luxembourg que dans la majorité des autres pays d'Europe en 2023, où les tendances étaient cependant contrastées. L'Allemagne a notamment subi une baisse de seulement 7% et la France a même connu une hausse de 12%.

Finances publiques

RECETTES FISCALES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données désaisonnalisées)

Léger recul des recettes fiscales au début de 2024

Les impôts encaissés par l'Etat au 1^{er} trimestre 2024 ont progressé de 8.4% sur un an mais affichent un recul de 2.3% par rapport au dernier trimestre 2023 (sur base des données désaisonnalisées). Ce repli provient principalement des droits d'accises sur le tabac (très volatils en fonction des modifications de fiscalité) et des impôts sur les revenus des ménages et des sociétés qui avaient chacun enregistré une croissance exceptionnelle au dernier trimestre 2023.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2023, les principales contributions à la hausse des recettes sont les impôts sur le revenu des ménages (+14.5% sur un an), les recettes sur la TVA (+8.3%) qui a été rehaussée au 1^{er} janvier 2024, les impôts sur les revenus des sociétés (+8.5%) et la taxe d'abonnement (+6.0%) qui profite de la hausse des valorisations des actifs dans les fonds d'investissement.

D'un autre côté, les taxes prélevées sur les carburants diminuent de 0.3% sur un an (en lien avec la baisse des ventes de diesel). Les droits d'enregistrement remontent au 1^{er} trimestre (+45% sur un trimestre) mais restent encore bien inférieurs au niveau observé un an plus tôt (-25% sur un an).

Tableau de bord

Activité	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23	janv-24	févr-24	mars-24	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire										
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-6.8	-5.5	-10.3	-3.9	-4.9	-2.4	-4.4	-8.3	...	-5.1	-6.1
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-1.2	6.6	-3.3	-1.9	-5.8	4.2	-6.6	-7.7	...	-3.6	0.3
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-1.6	-2.5	-4.1	-0.3	-0.2	-14.8	-13.5	-11.2	...	-13.4	-2.0
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	3.7	4.2	4.0	3.2	3.0	3.5	3.5	3.2	3.1	3.2	4.2
Inflation sous-jacente	4.9	4.5	4.3	4.2	3.9	4.0	4.0	3.4	3.2	3.5	4.7
Indice des produits pétroliers	-12.8	-1.3	-0.6	-10.8	-9.2	-4.4	-4.4	1.1	1.0	-0.8	-4.0
Indice des prix à la production industrielle	1.9	1.6	1.6	-2.3	-1.3	-1.5	-2.4	-0.9	...	-1.6	16.5
Indice des prix à la construction ¹	9.3	9.3	9.3	6.4	6.4	6.4	...	...	...	6.4	15.9
Coût salarial moyen par personne (CNT)	7.3	7.3	7.3	8.6	8.6	8.6	...	...	...	8.6	2.9
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	4.6	-3.7	-1.2	2.5	-0.2	-5.3	-0.2	2.3	...	-0.9	-4.2
Importations de biens en volume	-1.5	2.0	-5.4	-1.9	-3.4	-5.7	-2.5	-6.6	...	-5.0	-7.6
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	1.9	1.9	1.7	1.6	1.5	1.6	1.3	1.1	0.9	1.1	2.7
Emploi national	1.7	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.1	1.0	0.9	1.0	2.2
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.2	5.3	5.5	5.5	5.7	5.5	5.6	5.6	5.6	5.6	4.9

Source: STATEC. Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2022 T3	2022 T4	2023 T1	2023 T2	2023 T3	2023 T4
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.5	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	0.3	-1.5	0.6	0.2	-1.4	0.0
	Variation annuelle en %					
	2019	2020	2021	2022	2023	Prévision 2024
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	2.9	-0.9	7.2	1.4	-1.1	2.0

PIB en valeur (2023)



79 310 Mio EUR

Salaire minimum mensuel (01/09/2023)



2 570.93 EUR

Prochaine indexation des salaires prévue :
T4 2024

Indice des prix à la consommation (03/2024)



1008.17

Moyenne semestrielle de l'indice:
1000.72

Balance courante (T4 2023)



1 465 Mio EUR

Population résidente (01/01/2024)



672 050

STATEC

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter

